

COMPTES RENDUS ET GLANURES

R. ARON, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1961.

Chaque nouveau livre d'Aron est attendu dans le monde intellectuel avec tension. C'est un écrivain qui met beaucoup de finesse dans ses études et qui a une vue large sur la réalité. Il demande à ses lecteurs un grand effort mais leur apporte un enrichissement essentiel.

Par ses qualités de philosophe, d'historien et de sociologue, il lie dans ses ouvrages de façon remarquable l'actualité et les concepts scientifiques. Le livre comporte 3 parties. Deux chapitres fondamentaux forment la première partie et traitent de la signification de la philosophie de l'histoire et de la notion discutée de « sens de l'histoire ».

Il ne donne pas à ce problème de réponse positive. Il garde une position de critique vis-à-vis de la possibilité de démontrer le sens dans l'histoire.

La 2^e partie apporte une étude de conséquences en rapport avec la 1^{re} guerre mondiale et la révolution russe. Il s'y ajoute une étude de l'objectif de l'histoire et une étude minutieuse de la méthode de Thucydide.

La 3^e partie traite de l'histoire contemporaine après 1944 dans ses aspects multiples et donne une perspective de ce que l'auteur appelle « l'aurore de l'histoire mondiale universelle ».

L. Th. MAES

Jean LHOMME, *L'attitude de l'économiste devant l'histoire économique*, dans *Revue historique*, T. 231, p. 297 sv., Paris, 1964.

L'A. expose combien il est difficile de comparer ensemble les salaires de travailleurs même dans des domaines connexes et dans des régions voisines l'une de l'autre, à plus forte raison est-il difficile sinon impossible d'opérer des rapprochements entre des périodes s'étirant dans le temps. Certes le salaire de jadis avait le mérite d'être clair et net, mais l'interprétation, même de longues séries, se heurte à l'écueil de la fluctuation de l'emploi.

Bien des historiens ont rendu de très mauvais services à l'histoire en pratiquant

des rapprochements forcés, auxquels l'économiste ne peut souscrire. D'autres difficultés procèdent dans les rapprochements de la comparaison de faits dissemblables : en Occident, actuellement, le travail a perdu la qualité servile qu'il a conservé pendant des siècles dans l'Antiquité. Peut-on comparer l'un à l'autre ? Ainsi de nombreux secteurs de l'histoire économique ne sont plus justiciables que d'expériences extrêmement récentes. C'est une histoire qui s'abîme à mesure que nous la vivons.

Il ne faut toutefois pas généraliser. Ainsi il est parfaitement possible de comparer l'artisanat antique et celui d'aujourd'hui, car ils n'ont pas fondamentalement changé. Ceci fait apparaître par substitution à une distance historique, une distance économique. La querelle de l'économiste pressé de généraliser et celui de l'historien perdu dans l'analyse est stérile. Les deux doivent s'appuyer l'un l'autre.

R.V.S.

E. H. CARR, *Was ist Geschichte*, Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 1963.

Eduard Hallett Carr, professeur d'histoire au Trinity College de Cambridge qui appartient à l'élite des historiens anglais, répond ici avec dynamisme et esprit à une question précise.

A ce propos il développe sa propre philosophie de l'histoire et attaque avec une dialectique brillante les positions de ses adversaires scientifiques. Le principal objectif de cette offensive réside dans la tendance théologique, conservatrice et positiviste de la science historique.

Ce livre est né de conférences en sorte qu'on peut considérer ces essais comme des pièces de rhétorique. Un livre qui crée de l'ordre dans les broussailles de la terminologie scientifique.

L. Th. MAES

L. BOHNAU, *Piraten und Korsaren der Weltgeschichte*, Arenaverlag, Georg Popp, Würzburg, 1963.

Les pirates et les corsaires ont toujours fasciné l'imagination des jeunes et des vieux. Ce livre apporte une histoire complète de

la piraterie au cours des siècles. L'illustration historique — 32 photos d'art et gravures dans le texte — confère à ce livre une valeur particulière.

L'attention est surtout consacrée à l'arrière-plan de la piraterie depuis l'antiquité en passant par les Vikings, les Sarrasins, les pirates de la Méditerranée jusqu'à notre temps où surviennent aussi des rapports sur des cas individuels de piraterie.

L. Th. MAES

W. F. LEEMANS, *Foreign Trade in the Old-Babylonian Period*, 195 p., Leyde, Brill, 1960.

L'A. est un des meilleurs spécialistes de l'histoire économique orientale. Son étude s'étend de 2000 à 1600 av. J.C. A l'époque d'Ur III. Ur fait venir de Magan (Oman ?) d'abord, puis encore de Tilmun (Barheïn ?) le cuivre, métal le plus employé dans la fabrication des outils et qui concurrence l'orge comme monnaie depuis la moitié du III^e millénaire, les bois, les pierres dures (cornaline, lapislazuli), l'ivoire, les poudres à fard (stibium, ocre rouge), les oignons. Les marchandises à exporter sont tirées des magasins du dieu Nanna, c'est-à-dire laine et vêtements ainsi que le blé. Les marchands sont des fonctionnaires ou des mandataires du temple. Plus tard le temple ne percevra plus qu'une dîme sur les importations. L'argent apparaît pour la première fois comme élément d'appoint pour les paiements dans des documents postérieurs à la chute d'Ur. Une partie des importations était réexportée, parfois après transformation en produit de luxe. On comprend aisément que l'argent cent fois plus précieux que le cuivre ait tenté le marchand dont il alourdit le moins la sacoche. Il figure comme étalon de la valeur pour la première fois sous la dynastie sémitique d'Agadé. Vendre se dira *nadanû ana kaspi* : livrer contre de l'argent. L'idéogramme KU qui le désigne signifie parfois aussi l'or.

L'identification de Meluhha avec la Nubie est le résultat d'une transposition géographique. Au départ ce mot désigne une région du Sind identifiable par les produits qu'elle exporte (lapislazulis) une inversion de trafic projettera le nom en Afrique.

R.V.S.

J. P. VERNANT, *Les origines de la Pensée grecque*, coll. Mythes et religions, Paris, P.U.F., 1962.

L'A. souligne vigoureusement que « lorsqu'au XII^e siècle avant notre ère la puis-

sance mycénienne s'écroule sous la poussée des tribus doriennes qui font irruption en Grèce continentale, ce n'est pas une simple dynastie qui succombe..., c'est un type de royauté qui se trouve à jamais détruit, toute une forme sociale, centrée autour du palais qui est définitivement abolie, un personnage, le Roi divin, qui disparaît de l'horizon grec, l'effondrement du système mycénien débordant largement dans ses conséquences, le domaine de l'histoire politique et sociale. Il retentit sur l'homme grec lui-même ; il modifie son univers spirituel, transforme certaines de ses attitudes psychologiques. »

Trois traits caractérisaient les royautés mycéniennes :

1. Aspect belliqueux : l'anax s'appuie sur l'aristocratie militaire, les hommes des chars, soumis à son autorité mais formant un groupe privilégié ;

2. Communautés rurales contrôlées par le roi et ses guerriers ;

3. Administration de scribes.

Ces structures éclatent avec l'invasion dorienne, même l'écriture disparaît. A la puissance d'un individu se substitue le heurt à l'intérieur d'une société d'égaux. Dans la polis on accordera une extraordinaire préminence à la parole non plus comme formule juste, mais comme débat contradictoire, discussion. L'A. attribue à une modification de l'art militaire favorisant le combat de groupe, la généralisation de l'*isonomia*. Au VI^e siècle une poussée démographique, l'évolution technique, le commerce oriental, la concentration de la propriété entraînent les troubles sociaux défavorables à l'aristocratie.

R.V.S.

Christian ZERVOS, *La naissance de la civilisation en Grèce*, 2 vol., Paris, cahiers d'Art, 1962.

Première étude magnifiquement illustrée de la préhistoire grecque jusqu'à la fin du néolithique.

R.V.S.

François CHAMOUX, *La civilisation grecque de l'époque archaïque et classique*, dans coll. « Les Grandes civilisations », Paris, Arthaud, 1963. 70 F.F.

L'auteur voit trop la civilisation grecque en vase clos. Il refuse de s'appuyer sur les explications économiques parce que les sources sont infimes et que l'on serait réduit aux conjectures.

R.V.S.

Pierre VIDAL-NAQUET, *Orient et Grèce antiques*, dans *Annales*, t. 19, p. 1010, Paris 1964.

Le 8^e congrès d'archéologie classique tenu à Paris en 1963 sous la direction de Pierre DEMARGNE a donné à Rodney YOUNG l'occasion de révéler qu'il convient de modifier la date admise pour la transmission de l'alphabet phénicien aux Grecs (placé maintenant vers 750) ou bien abandonner l'idée que les peuples d'Asie mineure ont emprunté à ceux-ci leur alphabet par infiltration de la côte occidentale vers l'intérieur. Il n'est nullement certain d'ailleurs que les Grecs aient été les inventeurs des cinq voyelles. Une origine commune pourrait se révéler.

R.V.S.

Georges DUBY, *Au XII^e siècle : les « Jeunes » dans la société aristocratique*, dans *Annales*, t. 19, n° 5, p. 835-846, Paris, 1964.

Le « juvenus » c'est le « jeune » ou célibataire souvent cadet de famille en quête d'aventure et d'établissement.

« Telle est la jeunesse aristocratique dans la France du XII^e siècle : une meute lâchée par les maisons nobles pour soulager le trop plein de leur puissance expansive, à la conquête de la gloire, du profit, et de proies féminines. »

On peut être « jeune » à cinquante ans.

R.V.S.

B.H. SLICHTER VAN BATH, *De oogst-opbrangsten van verschillende gewassen, voornamelijk granen, in verhouding tot het zaaijaar, 810-1820*, dans A.A.G. Bijdragen, t.9, p. 29-125, Wageningen, 1963.

Il existe une hausse sensible de la productivité agricole, générale dans toute l'Europe, mais inégale. Partant d'un rendement voisin de 3, la GB et les pays néerlandais atteignent un rendement de 6 aux alentours de 1500, de 9 entre 1500 et 1750, supérieur à 9 après 1750. La France connaît au début des gains analogues, puis s'essouffle au XVIII^e s. et ne parvient pas à la phase supérieure avant 1820. Les Pays allemands n'entrent dans la 3^e phase qu'au début du XIX^e s., tandis que la Russie s'attarde encore dans la seconde phase : rendement entre 3 et 6.

Les accroissements massifs de population, l'introduction de nouvelles méthodes agraires interviennent à tour de rôle pour stimuler la productivité agricole. Il y eut des régressions, ainsi en Angleterre de 1300 à 1349, de 1400 à 1499, de 1600 à 1699, de 1750 à 1799. Plusieurs hypothèses sont plausibles : variations climatiques, extension des

grands domaines, baisse des prix, contraction de la demande (démographie négative), concurrence d'autres denrées... Les facteurs humains l'ont emporté sur les facteurs naturels... Les formules des taux de rendement par rapport à l'indice de fertilité et à la population peuvent permettre de comprendre des problèmes tels que les querelles touchant l'assiette rurale des villes, les surplus commercialisables, etc...

R.V.S.

Paul COURBIN, *Etudes archéologiques*, recueil de travaux par quinze auteurs, publ. de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, VI^e sec., Centre de recherche historiques, Archéologie et civilisation, Paris, SEVPEN, 1963 (nbrx documents graphiques).

Manifestes de « jeunes » en vue du renouvellement de méthodes de diverses disciplines. Hommage est rendu à l'apport des anciens, « en présence de la multiplicité croissante des problèmes et des moyens scientifiques d'en approcher la solution, c'est encore la méthode qui doit rester le fait essentiel de la recherche. »

R.V.S.

E. LEVI-PROVENÇAL, *Séville musulmane au début du XII^e siècle*, Paris, 1947.

Textes sur la réglementation des marchés, p. 95. Cfr aussi *Documents arabes... sur la vie... en Occident musulman...*, t. I, Le Caire, 1955.

R.V.S.

Raymond MAUNY, *Tableau géographique de l'Ouest africain au moyen âge, d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie*, Dakar, I.F.A.N., 1961, 587 p., in-4°, « Mémoires de l'Institut français d'Afrique noire », n° 61.

Synthèse des vestiges archéologiques, des données de la géographie, de la géographie humaine, de la géographie économique, illustrée à l'aide des sources arabes encore peu connues pour la période 622 à 1434.

« Ce sont les Arabo-Berbères qui ont fait sortir le pays de son isolement millénaire et qui, ayant trouvé un peuple à un stade de civilisation comparable à celui de Halstatt pour le Sahara et le Nord du Soudan, mais émergeant à peine du néolithique en ce qui concerne les régions forestières, l'ont initié, sous sa forme islamique à un aspect de civilisation supérieure. »

Le revers consista dans l'échec des civilisations animistes qui n'auraient emprunté à l'extérieur que de techniques matérielles. Les razzias d'esclaves restent faibles quoi-

que appauvrissantes (2 millions par siècle). Le bilan de l'islamisation est cependant positif. L'or du Soudan a irrigué l'Islam ; en échange celui-ci a fourni des plantes, des animaux, des techniques, des formes politiques, l'écriture, une culture plus élaborée.

R.V.S.

C.H. ALEXANDROWICZ, *Le droit des nations aux Indes orientales*, dans *Annales*, t. 19, n° 5, p. 879-881, Paris, Michel, 1964.

Les princes d'Asie traitent avec le roi de Portugal et se reconnaissent ses vassaux. J. Bodin écrit à ce sujet : « On sait assez que les rois de Portugal, depuis cent ans, ayant fait voile en haute mer après avoir découvert les richesses d'Orient, et continué la route des Indes, ont si bien trafiqué, qu'ils se sont fait seigneurs des meilleurs ports d'Afrique et occupé à la barbe du roi de Perse l'île d'Ormuz... et contraint les roys de Cambarre, de Calicut, de Malachie, de Cananor à leur faire la foi et hommage... et si ont arraché aux Turcs... les plus grandes richesses des Indes et rempli l'Europe des trésors d'Orient pénétrant jusqu'aux Moluques. »

Les Portugais vinrent en Asie en tant que serviteurs de la couronne de Portugal. Bien que le vice-roi ait possédé des pouvoirs étendus et une liberté considérable d'action, il était le subordonné direct du roi de Portugal et faisait partie de la hiérarchie du gouvernement royal. Les équipes envoyées de Lisbonne aux Indes Orientales se composaient du vice-roi, accompagné par des personnages du service militaire et maritime, par des juges, des officiers de douanes (contrôlant les « Alfandicas », et des agents de commerce, tous avec un salaire fixe. Il faut aussi mentionner les missionnaires qui s'efforçaient d'établir des communautés chrétiennes en Asie. Tout au contraire les compagnies hollandaises, anglaises et françaises étaient des organisations principales commerciales, leurs pouvoirs militaires et politiques étaient au début subordonnés à leurs entreprises commerciales. Ces compagnies ne participaient ni à l'action anti-islamique, qui était un des buts principaux des Portugais, ni à des activités missionnaires étendues. Les Hollandais, les Anglais et les Français vinrent aux Indes Orientales non pas comme subordonnés de leurs gouvernements, mais comme employés de compagnies créées spécialement comme des associations de marchands. Les relations avec les souverains asiatiques garanties par leurs chartes impliquent les droits usuels de la souveraineté déléguée sous le con-

trôle d'un souverain européen. Ce contrôle est plus strict en France qu'ailleurs.

R.V.S.

Dans les *Annales du Cercle archéologique du canton de Soignies*, t. XXII, 1963, pp. 36-60, M. Robert WELLENS, archiviste aux Archives de l'Etat à Mons, publie seize documents, retrouvés dans le fonds des Archives locales de ce dépôt, relatifs aux épreuves endurées par Soignies et les villages voisins lors de la reconquête de la région par les troupes de Don Juan : contributions exigées pour l'entretien des troupes, participations, pillage et vexations de la part des soldats, réquisitions, paralysie de la vie économique due à l'insécurité. On le voit, tous les matériaux sont assemblés pour dresser un tableau des souffrances imposées par la guerre civile et religieuse à cette bonne ville et aux communautés rurales du nord du comté de Hainaut en ces années 1578-1580.

J.D.

J. TOPOLSKY, *Sur la prétendue crise économique du XVII^e siècle en Europe*, dans *Kwartálny Historyczny*, t. 19, p. 364-379, Varsovie, 1962.

« Le XVII^e s. n'est pas un siècle de récession généralisée, il a vu la naissance successive du capitalisme en Europe, et révélé les chances de succès plus ou moins grandes des différents pays ou régions. » Il divise l'Europe en 3 zones :

- les pays de grand dynamisme économique : Angleterre, Pays-Bas et Provinces-Unies ;
- les pays qui en n'offrant pas de signes de régression ou de stagnation, ont un développement moins rapide : France, Pays scandinaves, Allemagne, Bohême, autres pays d'Europe centrale et orientale, la Pologne exceptée ;
- les pays de stagnation ou de régression économiques, surtout l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Pologne.

Au cours du XVII^e s. le marché intérieur de chacun de ces pays s'élargit et ceux qui étaient jusqu'alors tributaires d'une branche d'exportation de colonies (comme l'Espagne et le Portugal) sont en train de ce construire une base économique propre. C'est au cours de ce processus que certains pays prennent de l'avance sur d'autres qui n'arrivent pas à résoudre les obstacles causés par leurs structures sociales arriérées. Ces aspects disparates dans le développement économique sont, pour Topolsky la marque même du XVII^e s.

R.V.S.

R. ROMANO, *Encore la crise de 1619-1622*, dans *Annales*, t. 19, p. 34, Paris, 1964.

Au XVII^e s. on assiste à une reféodalisation. La première génération des acquéreurs et metteurs en valeur de terre au XVI^e s. a obtenu des rendements très favorables (20-30 %). Les générations suivantes sont moins satisfaites, le profit reste le même mais le prix de la terre a augmenté, le pourcentage diminue donc (3-4 %), d'où regain de rapacité seigneuriale, revalorisation de la noblesse et de ses privilèges (sous forme d'abus), absence d'investissements productifs, alourdissement, atonie de la vie agricole... Les paysans, pressurés, s'appauvrissent, perdent la faculté d'acquiescer des produits industriels et commerciaux.

R.V.S.

Emmanuel CHILL, *Religion and mendicity in seventeenth Century France*, dans *International Review of Social History*, t. VII, p. 400-425, 1962.

Au tableau si parfait de la société médiévale dont le clergé, la noblesse et le peuple figurent avec à propos la tête, les bras, les jambes, échappe la foule des hors-de-loi, des gens « sans aveu ». Et cependant à partir de 1350 au moins, cette foule on la pressent innombrable. Elle peuple les routes françaises d'artisans en rupture d'échoppe, de valets sans emploi et surtout de paysans arrachés à la terre et à leurs cadres sociaux par la « Guerre de Cent Ans, la fin du servage, l'accélération de la vie économique, la hausse séculaire des prix et l'explosion des conflits religieux ». Condamnés à une perpétuelle errance, ces hommes vivent trop « en marge » pour avoir laissé des traces notables de leurs existence hors des registres de la justice criminelle, des notes fugitives de rares chroniqueurs et de quelques ordonnances... En un temps où nul ne pouvait évidemment concevoir la part de responsabilité qui incombait à la société tout entière dans le développement d'un tel phénomène, deux attitudes seulement étaient possibles de la part du corps social policé et des groupes dirigeants : la charité ou la répression. Faute de moyens suffisants le gouv. royal impose à chaque localité l'entretien de ses propres indigents. Au XVII^e siècle, un remède s'impose : enfermer les pauvres mendiants et vagabonds « L'Hôpital des pauvres enfermés » de Paris est créé en 1656... Le peuple supporte malaisément cette sévérité. Vincent de Paul s'indigne. La charité répressive est donc bien le fait des classes dirigeantes.

R.V.S.

En publiant dans LA VIE WALLONNE, t. 37, 1963, pp. 302-314, *Les projets d'établissement d'une maison forte en Hainaut, au XVIII^e siècle*, M. Robert WELLENS, archiviste aux Archives de l'Etat à Mons, a apporté une contribution utile à la connaissance de la pénétration des idées sociales nouvelles dans les Pays-Bas autrichiens et des pressions exercées par les autorités pour les faire appliquer. La création de maisons de correction, où l'on rééduquait les vagabonds et les délinquants au lieu de les fustiger ou de les bannir, fait partie des initiatives prises par les esprits éclairés pour porter remède aux maux sociaux de leur temps. Les premiers dans nos provinces, les Etats de Brabant établissaient une « maison de force » à Vilvorde, sur l'emplacement du château cédé à cet effet en 1771 par l'impératrice Marie-Thérèse. Principal promoteur de cette mesure, le grand bailli de la ville de Gand, Jean-Jacques-Philippe Vilain XIV, l'appliqua à la maison correctionnelle créée à Gand en 1772. Ces deux établissements furent les seuls de leur genre dans les Pays-Bas. Le Hainaut, comme le bailliage de Tournai-Tournais et le comté de Namur, s'y montrèrent défavorables. Les Etats de Hainaut envisagèrent pourtant les projets de création d'établissement semblable à Mons et à Ath, mais les firent sagement traîner en longueur. Cet exposé clair et documenté de la question, d'après le dossier n° 105 des Archives du Grand Bailliage de Hainaut, se termine par la publication, outre la lettre du ministre plénipotentiaire Starhemberg invitant le grand bailli de Hainaut à engager les Etats à cette création, du rapport de F.J. Francqué, député des Etats de Hainaut, relative à sa visite de la maison de force de Gand. Voici un beau texte dont on peut tirer profit dans nos classes.

J.D.

Jacques PROUST, *Diderot et l'Encyclopédie*, A. Colx, 1962, 621 p.

L. A. essaye de donner un corps et un visage à la « bourgeoisie encyclopédique ». Il la définit comme « une classe complexe, caractérisée essentiellement par le rôle dirigeant qu'elle joue dans les secteurs les plus récents et les plus actifs de l'économie française ». Il la décrit aussi installée dans l'appareil d'Etat, occupant des « postes souvent élevés, en tout cas assez importants pour peser utilement sur la marche de l'administration et même du gouvernement. » Ils comptent une faible proportion de Parlementaires, peu d'ouvriers, mais des « artis-

tes, c.-à-d. des ouvriers qui excellent dans ceux d'entre les arts mécaniques qui supposent l'intelligence » (soierie, horlogerie, lutherie, etc.), beaucoup de marchands-fabricants, une large participation de la fonction publique, beaucoup de savants dont les spécialités correspondent aux préoccupations de l'ouvrage.

Il y eut 150 collaborateurs et 4.000 souscripteurs. La partie principale de l'ouvrage s'attache à préciser la personnalité de Diderot à propos duquel sont dissipées maintes légendes qui n'enlèvent rien à la valeur du personnage.

R.V.S.

Albert SOBOUL, *Audience des lumières. Classes populaires et rousseauisme sous la Révolution*, dans *Annales historiques de la Révolution française*, n° 170, p. 321-438, Paris, 1962.

Diffusion des idées jusque dans les couches illettrées de la population par le moyen de la littérature de colportage et de la propagande orale.

R.V.S.

Daniel ROCHE, *La diffusion des lumières. Un exemple : l'Académie de Châlons-sur-Marne*, dans *Annales*, t. 19, n° 5, p. 887 sv, Paris, 1964.

Cet article contient des données extrêmement intéressantes sur les préoccupations du milieu intellectuel de Châlons. S'y reflètent, à travers, les travaux de l'Académie les problèmes sociaux, politiques, scientifiques et autres qui se posent à ce moment. Des cartes, des graphiques pourront aider à construire une leçon sur le Siècle des lumières dans le cycle supérieur des humanités.

R.V.S.

A. DUPRONT, *Les lettres, les sciences, la religion et les arts dans la Société française de la deuxième moitié du XVIII^e siècle*, Paris, CDU, 1963.

Moderne le XVIII^e s. ? Certes, les hommes qui rédigèrent les Cahiers des Etats Généraux de 1789 se voulaient ouverts à un bonheur tout neuf ; mais ils étaient en même temps les enfants des longues dynasties de rois secrétées par la monarchie française. Il ne faut pas oublier que l'histoire des idées est d'abord celle de la transmission de l'acquis et puis celle des déguisements de l'innovation dans les familiarités du vieux langage.

R.V.S.

Jacques ROGER, *Les sciences de la vie dans la pensée française du XVIII^e siècle*. La génération des animaux, de Descartes à l'Encyclopédie, Paris, A. Colin, 1963, 842 pages.

Un aspect de l'évolution des connaissances scientifiques aux Temps Modernes.

R.V.S.

J.S. VAN LEUR, *Indonesian Trade and Society*, 1955, p. 271, écrit :

« L'immense progrès technique du XIX^e s. a introduit l'élément exotique dans la littérature concernant l'Asie et a imposé en même temps une image d'Etats orientaux tombés en décadence et de despotisme anarchiques, mis en opposition avec la force-motrice, la perfection et le libéralisme des Etats chrétiens de l'Occident. La littérature missionnaire et politique a appliqué cette image à tous les Etats, à commencer par la Turquie et la Perse jusqu'à la Chine et au Japon... Il y a lieu de se méfier de cette image de décadence projetée en arrière, du XIX^e siècle vers le passé. Ceci est particulièrement évident si l'on considère le XVIII^e siècle... La Perse était au XVIII^e siècle un pays encore intact. En Inde, l'établissement du pouvoir local et même régional par la France et l'Angleterre ne troublait la puissance de l'Empire Mogol que superficiellement. Les Etats de la Birmanie et de l'Inde extérieure restaient intacts également ».

L'auteur estime que l'équilibre entre l'Europe et l'Asie ne fut pas renversé au XVIII^e siècle, mais seulement au XIX^e s. sous l'effet d'une conception positiviste impliquant l'acceptation des européens à l'admission d'un Etat étranger dans le concert européen. Il ne faut pas négliger le « naturalisme » de Jean Bodin ni écarter des problèmes internationaux des Etats jadis souverains mais qui auraient disparu ou qui seraient relégués au XIX^e siècle.

R.V.S.

Alison ADBURGHAM, *A «Punch» history of manners and modes*, Londres, Hutchinson, 1961, in 4°, 368 p., 63 sh.

Variations de la mode féminine entre 1841 et 1939 d'après les illustrations du magazine anglais PUNCH. Chronique humoristique des manières, des mœurs, des engouements et des snobismes des classes moyenne et supérieure anglaises.

R.V.S.

G.G.H. DUNSTHEIMER, *Le mouvement des Boxeurs, Documents et études publiés*

depuis la 2^e Guerre mondiale, dans Revue historique, t. 231, p. 387-416, Paris, 1964.

La révolte des Boxeurs, qui tint en haleine les chancelleries et l'opinion publique de l'Occident pendant l'été 1900 (siège des légations à Pékin), était en grande partie le résultat de plus d'un demi-siècle de la politique des Puissances en Chine. Le mécontentement du peuple et, avec lui, de maints lettrés, qui occupaient les places importantes dans l'administration, se manifestait dans des émeutes sporadiques et des violences contre les étrangers et les chrétiens chinois, tenus pour leurs complices, qui prirent dès la fin de l'année 1899, une allure de plus en plus menaçante. Le mouvement fut animé par des sociétés secrètes désignées par le gouvernement chinois sous le nom de *Yi-ho-touan* ou « Milices ou Bandes de la Justice et de la Concorde », ou encore, *Yi-ho-k'iu'an*, c.-à-d. « Poings de la Justice et de la Concorde ». Les Occidentaux en ont fait Boxeurs. Les adversaires du mouvement les appelèrent *k'iu'an-fei*, « bandits-boxeurs », ou encore *kiao-fei*, « bandits- hérétiques ». Les sources chinoises, inexplorées jusqu'ici viennent de faire l'objet de publications. Leurs auteurs ne sont pas suspects de sympathie particulière envers les révoltés. Ils appartiennent au monde très conservateur des lettrés. Ces témoignages reflètent néanmoins le caractère populaire du mouvement, la discipline rigoureuse de ses militants, leur morale sévère, leurs tendances violemment antichrétienne et anti-étrangère. D'abord faite de tendances différentes, la rébellion s'organisa en une sorte de « front populaire » en 1900.

Si des éléments religieux interviennent dans les pratiques des Boxeurs (croyance en l'invulnérabilité, possession médiumique), on ne peut affirmer le moins du monde qu'il s'agisse d'un mouvement religieux comparable aux Tai-ping (1850-1866). Les Boxeurs sont avant tout des associations de combat contre l'invasion des Occidentaux auxquels ils attribuaient, à tort ou à raison, les misères dont souffrait le peuple et qui, par leurs produits industriels et leurs moyens de transport modernes ruinaient les structures et les métiers traditionnels de la Chine. Leur révolution fut avant tout économique, sociale et politique. L'opposition au christianisme n'était qu'une conséquence secondaire. Les Chrétiens représentaient l'Occident d'autant plus nettement que partout les consulats et les légations intervenaient pour les missions et leurs protégés qui bénéficiaient de faveurs spéciales

se coupaient de la masse des non-convertis. Sans la politique peu intelligente des Puissances au profit des missions et la manière d'agir souvent maladroite des missionnaires, l'anti-christianisme aurait été privé de son ressort le plus puissant.

Le soulèvement marque le passage du moyen âge chinois, c.-à-d. de la société préindustrielle, aux Temps Modernes. Les éléments religieux médiévaux passent au second plan pour disparaître un peu plus tard dans l'agitation nationale et sociale de Sun Yat-sen.

Positivement, le mouvement des Boxeurs marque la première défaite du colonialisme moderne. Les Occidentaux ne parlent plus d'un éventuel partage de la Chine qui accède à ce moment à la dignité nationale.

R.V.S.

H. PROSS, *Die Zerstörung des deutschen Politik, dokumente (1871-1933)*, dans « Fischer Bucherei », n° 264, 1960, 380 p.

Heureux choix de documents peu connus et d'un vif intérêt. Tel ce tableau des deux poids de la justice sous Weimar : de 1918 à 1922, 22 meurtres politiques sont le fait des partis de gauche, 354 des partis de droite, et pourtant, il y eut 38 procès de meurtre contre la gauche et 24 seulement contre la droite, ce qui fait que chaque assassinat a coûté 15 ans de prison au meurtrier de gauche et 4 mois au meurtrier de droite. Ou encore : 775 officiers ont été compromis dans le putsch Kapp : 486 ont bénéficié d'un non-lieu, les autres de mesures diverses, au total 5 ans de prison pour l'ensemble. Les membres de la République des Soviets de Munich ont connu un sort moins doux : 33 d'entre eux ont collectionné 135 ans et 2 mois de prison. Les chiffres se passent de commentaire.

R.V.S.

J. KUCZYNSKI et R. HOPPE, *Geschichte der Kinderarbeit in Deutschland 1750-1939*, Berlin, Neues Leben, 1958. 2 volumes. (Introduction historique et documents).

L'A. met en valeur la misère enfantine des années 1919-1923, la persistance du travail des enfants à la campagne ou à domicile, l'exploitation des apprentis, le drame des jeunes chômeurs pendant la grande crise. L'historien ne saurait oublier qu'il est un homme, et a le devoir de porter condamnation de ce qui fut une des hontes du ca-

pitalisme, mais il serait souhaitable qu'il le dise dans un style plus sobre.

R.V.S.

G. CASTELLAN, *Forces d'opposition à l'avènement du III^e Reich*, dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, oct. 1959, p. 3-23, Paris.

Souligne l'importance du déplacement d'un million de voix flottantes qui passaient de l'extrême droite à l'extrême gauche (éventuellement la gauche, au S.P.D. en décembre 1924), séduite par l'idée d'un socialisme, qu'il fût marxiste ou national. On ne peut imputer aux sociaux démocrates la totalité de la responsabilité des fautes de Weimar. Outre les erreurs de tactique des deux partis ouvriers, la gauche allemande se caractérise par deux faits à la fin de la République :

- le parti communiste se développe aux dépens du parti socialiste et pratiquement de lui seul, ce qui limite la portée d'un « front commun ».
- Il s'alourdit d'un électorat dont le marxisme était fragile, sensible à l'attrait des slogans à succès, fussent-ils nazis, c.-à-d. d'une inspiration tout opposée.

R.V.S.

Gert BUCHHEIT, *Hitler, chef de guerre*, trad. de l'allemand, Paris, Arthaud, 1961, 1 vol., 504 p.

Hitler loin d'être le stratège de génie que la propagande a exalté et dont se fait l'écho un publiciste comme Raymond Cartier (*Hitler et ses généraux*, p. 18) s'est conduit au contraire en chef médiocre, nuisible, inefficace, sur qui doit retomber la responsabilité, non seulement de l'écroulement final de l'Allemagne, mais de tous les échecs militaires qui l'ont précédé et amené peu à peu.

R.V.S.

Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik, série D, t. XIII, sept. 1939 - 18 mars 1940, Baden-Baden, P. Keppler V. 1961, 34 mks.

Tout l'ouvrage, issu des travaux d'une commission d'historiens constituée à Bonn pour l'édition des archives diplomatiques allemandes, révèle que Hitler a mené le jeu politique de telle manière au cours de la crise polonaise de 1939 qu'il a risqué la guerre avec la G.B. et la F. en pleine connaissance de cause. Les propos tenus aux chefs de la Wehrmacht, le 23 nov. 1939 reflètent : la volonté ancienne d'abattre mili-

tairement la France en violant la neutralité belge, admiration pour Mussolini, méfiance de l'Italie sans Mussolini, opinion que la Russie stalinienne revient au vieux nationalisme russe ; volonté de guerre mais sur un front à la fois : « Je vaincrai ou je tomberai. Mais je ne survivrai pas à une défaite de mon peuple. Pas de capitulation au dehors, pas de révolution au dedans. »

R.V.S.

***. *La leçon du passé*. Documents sur la politique de germanisation et d'extermination pratiquée en Tchécoslovaquie par l'occupant nazi, Prague, Orbis, publ. de l'Institut d'histoire de l'Académie tchécoslovaque des Sciences (en français). 190 p.

R.V.S.

Jean DRESCH, René DUMONT, Jacques BERQUE, Jean MARTELOT, Yves GOUSSAULT, *Réforme agraire au Maghreb*, coll. « Textes à l'appui », Paris, Maspero, 1963.

En Chine, le partage des grandes propriétés a été opéré sans indemnité, et les paysans ont été ensuite regroupés dans des coopératives de production, qui dirigent une partie de l'épargne vers l'industrialisation, tandis que l'Etat utilise les journées disponibles du paysan pour effectuer des investissements d'intérêt général. L'Inde, au contraire a donné des indemnités aux grands propriétaires, qui les ont gaspillées, et favorisé des intermédiaires sans utilité. La plus grande partie des terres est cultivée par des métayers très opprimés. Les travaux d'intérêt général sont faits tant bien que mal, par des volontaires. Le résultat, c'est que la population meurt de faim.

L'Amérique latine a des *latifundia*, où les travailleurs sont mal rémunérés, souvent même réduits en fait à la condition de serfs. A Cuba, avant la révolution, les grands planteurs trouvaient avantageux de laisser chômer 50 % de la population. L'Etat castroïste a confisqué les grandes propriétés, les a fait gérer par des coopératives. Même en Amérique du Sud, on commence à parler de réforme agraire ; mais c'est une perspective lointaine.

R.V.S.

G. CASTELLAN, *Histoire de l'Allemagne depuis 1914*, dans *Revue historique*, t. 231, p. 317-456, Paris, PUF, 1964.

Sur 59 titres publiés touchant les cinquantes dernières années en Allemagne on compte :

D.B.R.

Histoire générale	4 titres soit 10 %
politique	18 titres soit 43
dipl. et mil.	14 titres soit 33
écon. et soc.	3 titres soit 7
Geistesgeschichte	3 titres soit 7
Total	42 titres soit 100%

D.D.R.

Histoire générale	2 titres soit 11 %
politique	5 titres soit 30
dipl. et mil.	2 titres soit 11
écon. et soc.	8 titres soit 47
Geistesgeschichte	0 titres soit 0
Total	17 titres soit 100%

L'opposition du peuplement : 42 à l'Ouest, 17 à l'Est rend compte du déséquilibre de la production. On constate à l'Ouest la prépondérance de l'histoire politique et diplomatique (76 % contre 41 %), l'absence quasi totale d'histoire sociale. A l'Est, la part de l'économie et du social est plus grande encore qu'elle n'apparaît dans les pourcentages, car la plupart des sujets politiques sont largement imprégnés de ces préoccupations. A l'Ouest la situation est tout simplement l'inverse, comme si l'histoire des structures économiques et sociales était a priori suspecte.

L'engagement est total à l'Est, conscient et proclamé. Aux yeux de la critique indépendante, l'effort vaut ce que vaut l'hypothèse mixte de travail et la nouveauté de la documentation utilisée. Elle est souvent réelle. A peu près jamais, par contre, nous ne saurions admettre comme historien le ton employé et la place faite à la polémique. Mais il serait illusoire de penser que l'engagement est un monopole oriental : ailleurs il est plus nuancé, plus feutré, jamais ouvertement proclamé en tout cas. Beaucoup de livres de l'Ouest répondent à une préoccupation systématique : mobiliser l'histoire pour fonder une idéologie qui se réclame du libéralisme anglo-saxon et de l'humanisme chrétien, mais dont le noyau le plus dur est d'un anti-soviétisme sans faille. On ne peut s'empêcher d'être frappé du caractère unilatéral des études sur la résistance. Du petit livre de la « Herder Bücherei », consacré au 20 juillet, le lecteur pressé retirera l'impression que les seuls adversaires du III^e Reich ont été les généraux et les évêques.

L'historien, devant ces attitudes, doit faire effort pour affirmer les droits de la critique indépendante.

R.V.S.

J. BLOCH-MORHANGE, *Vingt années d'histoire contemporaine*, Paris, Plon, 1963.

Directeur du journal « Informations et Conjoncture », membre du Conseil Economique et auteur de l'émission de télévision « Le fond du problème », J. Bloch-Morhange n'est pas seulement un des hommes les mieux informés de France : il sait aussi méditer sur les événements et leur donner un sens. Aussi en 1958, il publia dans son ouvrage « La stratégie des fusées » de véritables révélations sur l'arsenal atomique de l'Union Soviétique, esquissa les grandes lignes d'une éventuelle 3^e guerre mondiale et précisa une doctrine stratégique à l'usage des dirigeants politiques de la France.

« Vingt années d'histoire contemporaine » est un nouvel exemple de cette méthode. Ainsi, il a analysé les causes profondes de la guerre 1939-1945, le bilan d'une victoire décevante, la recherche d'une paix entre les « lobbies » américains et les différents partis communistes et le chemin de Washington et de Moscou vers un rendez-vous qui ressemblera à celui de Yalta.

Et l'auteur qui croit fermement au rôle historique déterminant des chefs d'Etat fait de Roosevelt, de Churchill, de de Gaulle, de Staline, d'Hitler, de Mao-Tsé-Tung des portraits qui les replacent dans leur contexte historique.

Le caractère personnel — de même que certaines explications capitales sur la rupture Est-Ouest en 1948 et l'origine de la guerre de Corée — font de ce livre un grand livre historique qui intéressera aussi bien les gens de métier que le grand public cultivé.

L. Th. MAES

Jan ROMEIN, *The Asian century ; a history of modern nationalism in Asia*, Londres, Allan and Unwin, 1962, 448 p., 50 sh.

Entreprise méritoire quoique présentant des erreurs et des lacunes pour repousser l'eurocentrisme historique. On saluera donc cette contribution qui fait la part égale aux diverses parties du monde. La tradition universaliste du XVIII^e siècle, représentée éminemment par l'*Essai sur les mœurs*, de Voltaire, s'était bien perdue depuis lors. Cet ouvrage se caractérise par un effort de compréhension et d'objectivité sensible. On y évite tout effort désuet de « défense de l'Occident ».

R.V.S.